

Sommaire

Introduction

Mot de l'organisateur, Marc HUMBERT	66
Mot du soutien, Miyoko TSUJIMURA	68
Présentation du symposium, Kuniko ISHIDA	70

Messages

Pourquoi la pauvreté des femmes au Japon est invisible ? Mieko TAKENOBU	74
La pauvreté des femmes et le féminisme, Isabelle HASEGAWA	76

Partie 1 – Les femmes pauvres : conditions et causes structurelles

Femmes pauvres en France : de plus en plus nombreuses, de moins en moins visibles, Catherine SIMON	80
Ce que je vois dans la rue, moi, femme SDF : activités du groupe Nora et Kitchen 246, Misako ICHIMURA	84
Dépendance économique et pauvreté des femmes en France, Sophie PONTHEUX	91
Japon, grand pays de la pauvreté générée par le système de redistribution, Mari ŌSAWA	103

Partie 2 – Table ronde : Combattre la pauvreté	121
Note des rédacteurs	137

Introduction

Mot de l'organisateur

Marc HUMBERT

Professeur à l'université de Rennes

Directeur du bureau français de la Maison franco japonaise

Directeur de l'UMIFRE 19 Cnrs MAEE de Tokyo

Mesdames, Messieurs, Chers Collègues et Chers Amis,

A l'occasion de la journée internationale des femmes de ce 8 mars 2009 je suis très honoré de pouvoir vous accueillir pour un symposium de travail et d'échanges sur le thème choisi par ses organisateurs : **La société face à la pauvreté des femmes : Comparaison France-Japon à l'heure de la crise mondiale.**

Je le fais tout d'abord comme directeur du bureau français de la Maison franco japonaise, une institution qui œuvre depuis 1924 à la diffusion de la pensée française au Japon et aux échanges intellectuels et savants entre la France et le Japon.

Le symposium qui vous réunit est le produit de la coopération organisée par cette MFJ et témoigne, dans sa configuration d'aujourd'hui, de l'évolution qui a été la sienne avec la transformation de nos deux pays. Un point invariant en est l'accueil d'intellectuels et de savants français et nous sommes tous heureux de la présence à ce symposium de Madame Sophie Pontieux et de Madame Catherine Simon qui viennent de l'INSEE et du Journal Le Monde, deux grandes institutions scientifiques et intellectuelles de la France. L'initiative de ce symposium qui a conduit à leur invitation revient à l'une des composantes issues d'une longue évolution de notre Maison, depuis 85 ans.

Ce n'est plus le bureau français seul qui organise la venue au Japon de savants et intellectuels français. La tâche est partagée depuis longtemps avec tous ceux qui agissent activement dans la Fondation MFJ, à savoir, son bureau et son comité scientifique et les nombreuses sociétés savantes franco japonaises qui se sont créées peu à peu autour de la MFJ depuis 1924. Elles sont aujourd'hui au nombre de 26 et œuvrent au développement des échanges intellectuels et savants entre la France et le Japon, dans tous les compartiments de la production de connaissance.

La société franco japonaise d'études sur les femmes a ainsi été créée en 1983 et son actuelle présidente Madame KATÔ Yasuko et les responsables de l'organisation de ce symposium, Madame HASEGAWA Isabelle, Madame ISHIDA Kuniko, Madame NAKAJIMA Satoko et

Madame TSUJIYAMA Yukiko sont venues me voir, quelques jours après mon arrivée ici en octobre 2008, pour me demander un soutien du bureau français à cette opération.

J'ai donné bien sûr mon accord de principe en remerciant et félicitant cette société pour son dynamisme. J'ai donné aussi mon accord plus concrètement à un autre titre, qui est aussi lié à l'évolution de notre MFJ. Du côté français, si je puis dire, depuis 1982, soit peu après la date de la création de la Société Franco Japonaise d'études sur les femmes, le gouvernement français envoie à la MFJ l'un de ses Instituts Français de Recherche à l'Etranger. Un centre de recherche a bien sûr mission, en particulier, de faire des recherches, c'est évident, mais étant pour la France à l'étranger, il doit le faire en s'insérant dans le paysage de la recherche où il se trouve, pour nous, au Japon, c'est-à-dire à Tokyo et dans tout le pays.

Le projet de la société franco japonaise d'études sur les femmes correspondait aussi à un axe de notre institut de recherche de la MFJ, aussi mon soutien a pu aller au-delà d'un simple accueil, d'un simple soutien logistique. C'est donc également comme directeur de cet institut que je peux prononcer quelques mots. Deux de nos chercheurs Isabelle GIRAUDOU et David Antoine MALINAS ont pu coopérer avec la Société Franco Japonaise des Femmes pour la préparation et ont permis de solliciter et d'obtenir la collaboration pour l'organisation de ce symposium de Madame TSUJIMURA Miyoko, Professeure à l'université de Tôhoku, et celle du Centre Global d'Excellence « Egalité du genre, rapports multiculturels de convivialité et globalisation » qu'elle dirige.

Nous la remercions vivement de son soutien scientifique et financier. Je remercie également tous les intervenants Mme OSAWA Mari, professeure à l'université de Tokyo et Mme ICHIMURA Misako, artiste SDF et tous les participants qui nous ont rejoints.

Laissez moi ajouter un dernier mot avant de lui laisser la parole pour vous dire que venant de la ville bretonne de Rennes, où je suis professeur à l'université et que la ville de Rennes étant jumelée avec Sendaï et notre université, jumelée avec celle du Tôhoku, je suis particulièrement heureux que Mme TSUJIMURA et son Global COE de Sendaï ait rejoint le projet initié par Madame KATÔ et son équipe. Je dois ajouter que grâce à ce soutien, les traces de ce symposium resteront puisqu'elle a décidé avec son COE de permettre la publication de votre discussion scientifique, ce dont nous la remercions vivement.

Je vous souhaite à tous un excellent symposium.

Mot du soutien

Miyoko TSUJIMURA

Professeur, Centre de recherche de la faculté de Droit, Université du Tōhoku

Directrice du Programme Global du Centre d'Excellence (GCOE) de l'Université du Tōhoku “Égalité du genre, rapports multiculturels de convivialité et globalisation”

C'est un grand honneur pour le Centre d'excellence de l'Université du Tōhoku que d'apporter notre soutien à ce symposium franco-japonais en cette journée internationale de la femme.

Le programme global de notre Centre d'excellence (GCOE) de l'Université du Tōhoku “Égalité du genre, rapports multiculturels de convivialité et globalisation” a été sélectionné par le ministère de l'éducation dans le domaine des sciences sociales en juin 2008. Ainsi, pour une durée de cinq ans, et en association avec le centre de recherche en sciences sociales de l'Université de Tokyo, nous développons un réseau international de recherche sur l'égalité des genres et le rapport multiculturel de convivialité, et formons de jeunes chercheurs à la recherche (plus de précisions sont accessibles sur le site internet <http://www.law.tohoku.ac.jp/gcoe>).

Ce programme global du Centre d'excellence de notre université constitue le prolongement de l'activité du programme d'excellence dit COE 21 « participation égalitaire homme femme : droit et politiques publiques », qui avait été établi pour la période 2003 – 2008. Dans le cadre de ce COE 21, nous avons déjà coopéré avec la maison franco-japonaise et le Centre de Documentation Franco-japonais sur les Femmes, en co-organisant ou en apportant un soutien financier à différents symposiums ou groupes de travail comme par exemple le séminaire franco-japonais qui a eu lieu sur Olympe de Gouges.

Dans le cadre du programme global du Centre d'excellence, nous avons élargi notre horizon de travail au-delà de la seule question de l'égalité participation des hommes et des femmes, et développé une nouvelle thématique de recherche : le rapport multiculturel de convivialité. Comme il a été mis en évidence, le genre (ou construction sociale et culturelle de la différence sexuelle) vient se superposer aux diverses autres formes de discrimination en fonction de la race, de la nation, de la culture, de l'ethnie ou de la classe, et elle constitue également un facteur important de discrimination sur le plan économique. De ce point de vue, la globalisation a eu pour effet, notamment, une aggravation de la situation des femmes victimes du non respect des droits de l'homme, comme par exemple la prostitution, la hausse continue de la pauvreté

des femmes et la crise économique de l'année dernière (2008) ayant également une influence particulièrement néfaste sur les mères célibataires, particulièrement vulnérables.

Notre Centre accueille pas moins de quinze projets de recherche, celui que dirige le Professeur Mari Osawa portant sur une « Approche comparée du point de vue du genre du système de la protection sociale ». À partir d'une analyse croisée des problématiques de l'égalité du genre et de la disparité économique, cette recherche interroge les théories et les mesures concrètes destinées à briser l'enchaînement des situations de pauvreté des femmes.

La situation d'un pays comme la France – où, comme chacun sait, la baisse de la natalité a été enrayée permettant d'en revenir à un taux de natalité de 2.0 – peut servir de référence pour le Japon, et ce de plusieurs points de vue. L'idée de solidarité joue sans doute moins fortement au Japon qu'en France, mais il nous reste nombre de choses à apprendre en matière de lutte contre la pauvreté. D'où l'importance d'un symposium comme celui que la Maison franco-japonaise a bien voulu accueillir aujourd'hui. Je souhaiterais également souligner le fait que le Programme global du Centre d'excellence de l'Université du Tōhoku développe un programme de formation doctorale conjointement avec l'Université Louis Lumière Lyon II, permettant ainsi aux doctorants d'obtenir un double diplôme. Notre Centre ne peut que se réjouir de pouvoir dorénavant travailler en collaboration avec la Maison franco-japonaise, les chercheurs qui y sont associés, et l'Association des Études sur les femmes qui y est hébergée. Pour conclure ce propos d'ouverture, je souhaiterais attirer votre attention sur ce bouquet qui orne aujourd'hui notre auditorium. Vous vous demanderez sans doute pourquoi nous avons eu à cœur de choisir le mimosa pour fleurir cette journée internationale de la femme. C'est que nous y voyons le symbole de la solidarité et de la coopération nouée entre les différentes manifestations organisées partout dans le monde et les organismes chargés de la cause des femmes. En vous remerciant chaleureusement pour votre attention, et en me réjouissant des fructueux échanges qui vont suivre.

Présentation du symposium

Kuniko ISHIDA

Secrétaire générale de la Société Franco-japonaise des Etudes sur les Femmes

La Société Franco-japonaise des Etudes sur les Femmes a été créée en 1983 sous le nom du Centre de Documentation Franco-japonais sur les Femmes dans le but de promouvoir les échanges et la coopération entre les femmes de nos deux pays. En 1994, à l'occasion de son rattachement à l'organisme de recherche de la Maison Franco-japonaise, notre association s'est donnée un nouveau nom : Société Franco-japonaise des Etudes sur les Femmes. Le recueil, la traduction et la publication d'informations sur les femmes en France et au Japon, les études comparatives et l'organisation de rencontres culturelles constituent les trois piliers de nos activités.

Depuis quelques années, nous célébrons en coopération avec le bureau français de la MFJ la journée internationale des femmes. Le colloque du 8 mars 2009 portant sur "La société face à la pauvreté des femmes. Comparaison France-Japon à l'heure de la crise mondiale" est également le produit de la coopération entre le centre de recherche de la MFJ, notre association ainsi que le GCOE de l'université du Tohoku intitulé « "Egalité du genre, rapports multiculturels de convivialité et globalisation" ».

Pourquoi avons-nous choisi ce thème de la pauvreté des femmes? Lorsque nous avons commencé à élaborer le projet sur la journée internationale des femmes 2009, la crise financière qui se propageait à partir des Etats Unis était sur le point de menacer même les couches moyennes jusqu'alors protégées du risque de la pauvreté. Elle frappait de plein fouet ceux qui étaient les plus vulnérables, comme les mères célibataires ou les vieilles femmes, en aggravant leur situation déjà très difficile. Pourtant les médias ne parlaient du chômage, des "working poor" ou des sans-abri que sous la forme masculine ou tout au plus de manière neutre, comme si leur forme féminine n'existait pas. C'est durant cette période qu'est paru dans le quotidien Asahi un reportage écrit par la journaliste Mieko TAKENOBU (voir son message qui nous est adressé p.74) sur le "Réseau Femmes et pauvreté" qui venait d'être créé. Grâce à cet article qui nous a beaucoup inspirées, le thème s'est précisé. Nous étions persuadées qu'il fallait absolument traiter ce problème des femmes pauvres avec notre méthode qui est la méthode comparative.

Nous avons fait alors appel à quatre femmes d'horizons divers : journaliste, artiste SDF, économiste et experte en politique sociale. Nous pensions que cela permettrait d'approcher le problème de la pauvreté des femmes de manière pluridimensionnelle. La première partie ou

nous entendrons quatre communications, est consacrée à la question de la situation des femmes pauvres en France et au Japon et à celle des causes structurelles de cette pauvreté. La table ronde qui la suit essaiera de trouver des réponses collectives aux questions soulevées dans la première partie. Ce faisant, nous avons voulu absolument écarter la théorie avancée par les néolibéraux selon laquelle les gens pauvres sont eux-mêmes responsables de la situation où ils se trouvent. Car nous sommes convaincues que la pauvreté, notamment celle des femmes, est le produit, à la fois, de la structure sociale et de la politique menée. Il faut, pensons-nous, que la société dans son ensemble y fasse face et trouve des solutions. C'est au public qui participe au colloque et aux lectrices et aux lecteurs de ces actes de juger dans quelle mesure cet objectif a été atteint.

Pour finir, nous exprimons nos vifs remerciements à Mme TSUJIMURA et à son Global COE de l'université du Tohoku qui a bien voulu nous apporter leur soutien.

Messages

Pourquoi la pauvreté des femmes au Japon est invisible ?

Mieko TAKENOBU

Journaliste, Asahi Shinbun

L'année dernière, j'ai rédigé une série d'articles intitulée « solidarité entre femmes pauvres » ; je souhaitais donc très vivement participer à ce symposium, mais un déplacement soudain en Europe m'en a malheureusement empêchée.

La situation de pauvreté des femmes au Japon sera, je pense, largement couverte par les exposés de Misako ICHIMURA qui vit dans la rue et en fait l'expérience quotidienne et de Mari OSAWA, dont l'analyse socio-structurelle offre une vue d'ensemble du problème. Cependant, permettez-moi d'ajouter un mot en ce qui concerne le point de vue des médias.

Au Japon, la pauvreté des femmes est pour ainsi dire totalement invisible. Concernant l'aggravation de la pauvreté au Japon, l'importante couverture médiatique des « travailleurs pauvres » a permis de faire connaître ce phénomène. Cependant, l'attention était focalisée sur la situation des hommes, et nombre de femmes m'interpelèrent : « la question de la pauvreté au Japon, c'est la question de la pauvreté des femmes ; pourquoi la pauvreté féminine n'est-elle pas médiatisée ? ». Il existe me semble-t-il au moins trois raisons à cela.

Premièrement, la situation de pauvreté des femmes est ancienne. Il est alors difficile pour les médias, qui privilégient la nouveauté, de traiter ce phénomène comme une information.

Mme OSAWA aura sans doute l'occasion de revenir plus en détail sur ce point dans son exposé, mais au Japon, dans le cadre d'une politique sociale encore en vigueur, le rôle assigné aux femmes est de justifier la faiblesse du budget de l'État providence en assumant, sans rétribution, les travaux ménagers ou l'éducation des enfants, tandis que le rôle assigné aux hommes est simplement de soutenir financièrement ces activités. « Il est tout à fait normal que les femmes, en tant qu'individus, soient pauvres ; elles n'ont qu'à trouver un homme » : proprement aberrante, c'est pourtant cette vision qui fut été acceptée. On ne saurait alors s'étonner de ce que les quelques articles ayant évoqué la pauvreté des femmes aient pu susciter – chez les journalistes comme chez les lecteurs – des réactions du type : « elles n'ont qu'à se marier », ou « la faute en revient à ces femmes égoïstes qui ne se marient pas ». Dans un tel contexte, c'est à peine si la pauvreté des mères célibataires pouvait faire l'objet d'un article.

S'agissant des mères célibataires, si les situations de veuvage étaient tolérées, le divorce ou le fait d'avoir des enfants hors mariage étaient, au contraire, critiqués comme étant « égoïste » ou « immoral. » J'ai été la première à rédiger un article sur la mise en place d'un réseau pour les mères célibataires non mariées, mais j'ai dû essuyer à l'époque de nombreuses critiques et me souviens encore de la détermination et du courage qu'il fallait pour qu'un média prenne ainsi parti pour des femmes non mariées.

La deuxième raison réside dans le fait que, lorsque qu'une femme est dans une situation de pauvreté, elle est plus souvent victime de discrimination que bénéficiaire de soutiens. Il est par conséquent difficile de déclarer sa pauvreté. Ainsi, la rédaction de la revue « The Big Issue », qui est une source de revenu pour les sans-abri, affirme qu'on ne peut pas confier la vente à des femmes. Lorsqu'une femme effectue la vente, cela revient pour elle à proclamer dans la rue « je suis sans-abri » et elle devient alors victime d'autres discriminations. Cette crainte, dans le cadre de la société japonaise actuelle, me paraît justifiée.

La troisième raison est que, du fait de cette situation sociale, il était impossible de créer un mouvement pour rendre visible la pauvreté des femmes. Un problème social n'existe pas en tant que tel. Pour qu'un problème social puisse surgir, il faut que des individus, jusqu'alors isolés, voyant dans leur situation le résultat de leur propre faute et souffrant de cette culpabilité, se rassemblent, discutent ensemble et réalisent, pour la première fois, que c'est un problème lié à la structure de la société.

C'est la raison pour laquelle j'ai répondu à ceux qui souhaitent que soient rédigés des articles sur la pauvreté féminine. Avec en tête l'idée que l'existence d'un réseau pourrait faciliter ce travail de médiatisation et aider ainsi à transformer ce qui paraît aller de soi en une question sociale.

Cette demande a porté ses fruits : l'année dernière, le réseau « Femme et pauvreté » a été mis en place et un pas a été franchi pour rendre visible la pauvreté féminine. Je pense que les fondations d'une société où la pauvreté des femmes est perceptible ont ainsi été jetées.

Je souhaite également demander aux participants présents aujourd'hui de faire connaître la réalité de la pauvreté des femmes et d'apporter leur coopération afin de rendre cette pauvreté plus visible. Leur soutien, dans ce travail de médiatisation, est très important.

Traduction : Mélanie FRANÇOIS

Travail précaire et féminisme

Isabelle HASEGAWA

Membre du comité d'organisation du symposium, professeur d'honneur de l'université Sophia

L'existence de la précarité du travail féminin et la lutte des femmes pour combattre cette injustice fondamentale sont inséparables de la naissance et du développement des mouvements féministes depuis les débuts du 19^e siècle.

Comme l'a écrit l'historienne Michelle Perrot, si les femmes ont toujours travaillé, à l'exception d'une petite élite, ce n'est qu'au début du 19^e siècle, avec le développement de l'industrialisation et du salariat que la question du travail des femmes s'est véritablement posée. Dès lors, pendant tout le siècle, tous les indices constatant l'augmentation du travail des femmes, que ce soit dans les ateliers textiles, dans la domesticité, ou dans la prostitution, sont à la hausse. L'exploitation des jeunes femmes, en particulier, est telle que l'élite éclairée s'en émeut, et adopte les premières lois protégeant le travail des femmes et des enfants. Cette réglementation est d'abord le résultat des observations de médecins, d'éducateurs ou d'idéologues utopistes comme Saint-Simon, Fourier, Jules Simon, Proudhon entre autres. Mais dans leur sillage, de nombreuses féministes entrent dans le débat puis en lutte. Les saint-simoniennes d'abord, en 1830, qui, autour de Suzanne Voilquin, ouvrière-brodeuse, éditent le premier journal produit entièrement par des femmes d'origine modeste et dont un des buts principaux est la revendication d'un salaire juste, Flora Tristan qui, lançant le concept de la "femme-paria", la femme laissée pour compte du progrès industriel, pose les bases d'un syndicalisme ouvrier. En 1848, le combat est repris en faveur du droit au travail désormais associé au droit de vote par Jeanne Deroin et ses amies, poursuivi pendant et après la Commune par Louise Michel, institutrice, repris encore sous la Troisième République par de grandes bourgeoises écrivaines et journalistes comme Maria Deraismes et Marguerite Durand, fondatrice de la "La Fronde".

Comment expliquer ce renouvellement incessant d'une lutte qui semble vouée à l'échec malgré la valeur incontestable et le nombre de tant de féministes résolument engagées ? Féministes qui, il faut le souligner, furent au mieux moquées, au pire mises en prison pour leur action. Le préjugé, aux racines très profondes, selon lequel la femme doit garder le foyer et ne peut apporter, tout au plus, qu'un salaire d'appoint, a continué à être partagé par tous les milieux et par les deux sexes. Par les bourgeois conservateurs mais aussi très largement par ce que nous appelons la gauche, syndicalistes comme politiciens. Le développement même de l'éducation des filles n'eut longtemps que peu d'effets. Si les ouvrières avaient peine à vivre de leur travail, les femmes favorisées, elles, voyaient se fermer devant elles presque toutes les carrières. C'est bien la raison pour laquelle aucune féministe ne pouvait, ni ne peut encore aujourd'hui,

éluder la question primordiale de l'égalité des chances et des salaires devant le travail, égalité qui soutient toutes les autres possibilités de vie digne et indépendante.

編集担当グループ

メラニー・フランソワ、イザベル・ジロドー、石田久仁子、加藤康子、ダヴィット＝アントワヌ・マリナス、中嶋公子、田辺保子、辻山ゆき子（アルファベット順）

<編集後記>

第一部に掲載された四つの論文は、各報告者によって、シンポジウム当日の発表をもとに、報告書用に新たに執筆されたものです。第二部パネルディスカッションは当日のテープ起こしをもとに編集担当者が編集し直し、パネリストの方々にご確認をお願いしました。

仏文和訳並びに日本語版の編集は日仏女性研究学会が、和文仏訳並びに仏語版の編集は日仏会館研究センターが担当しました。問題に遭遇したときは、お互いに協力し合いながら解決に努めました。

最後になりましたが、慣れない編集作業の過程で、度々ご相談にのっていただいた東大社会科学研究所GCOEプログラムの高松香奈さんに心よりお礼を申し上げます。

（編集担当グループを代表して 石田久仁子、ダヴィッド＝アントワヌ・マリナス）

Groupe responsable de la rédaction

(par ordre alphabétique)

Mélanie FRANÇOIS, Isabelle GIRAUDOU, ISHIDA Kuniko,
KATO Yasuko, David-Antoine MALINAS, NAKAJIMA
Satoko, TANABE Yasuko, TSUJIYAMA Yukiko

Note des rédacteurs

Les quatre textes qui composent la première partie de cet ouvrage étaient, à l'origine, des interventions orales, réalisées par chacune des auteurs le jour du symposium. Elles ont été modifiées en vue de cette publication. La table ronde qui compose la deuxième partie a été réalisée à partir de la retranscription des enregistrements qui a ensuite été éditée et modifiée avec l'accord de chacune des intervenantes.

La Société Franco-japonaise des Etudes sur les Femmes a réalisé l'édition de la version japonaise de cet ouvrage et le centre de recherche de la Maison franco-japonaise a réalisé l'édition de la version française dans un esprit de collaboration qui permettait de surmonter les difficultés passagères de l'une ou l'autre des équipes.

Enfin, qu'il soit permis de remercier madame TAKAMATSU Kana, membre du programme GCOE de l'institut de recherche pour les sciences sociales de l'université de Tokyo qui nous a conseillés tout au long de ce travail, encore nouveau pour nous, d'édition.

(Au nom du groupe de la rédaction, ISHIDA, Kuniko ; David-Antoine, MALINAS)

2010 年2月15日発行（非売品）

GCOE「グローバル時代の男女共同参画と多文化共生」社会科学研究所連携拠点研究シリーズ No.1

Journée Internationale des Femmes Colloque franco-japonais 国際女性デー・日仏シンポジウム
La société face à la pauvreté des femmes :Comparaison France-Japon à l'heure de la crise mondiale
女性の貧困化に社会はどう立ち向かうのか ~グローバル危機の中での日仏比較~

発行所 〒113-0033 東京都文京区本郷 7-3-1

TEL 03-5841-4908 FAX03-5841-4905

東京大学社会科学研究所

制作 東京大学社会科学研究所

GCOE 連携拠点

印刷所 石川特殊特急製本株式会社